

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 11 MARS 2021**

JP/VA

OBJET : 1.7. INVESTISSEMENTS – ASSAINISSEMENT COLLECTIF - ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES – MODIFICATION PROGRAMME LIÉ À URBANISME

L'an deux mille vingt-et-un, le onze du mois de mars à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	x	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	x	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	x	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME	x	
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	x	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC		
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	x	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	x	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	x	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	x	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME		
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	x	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	x	
BOYER Joël	UCEL	x	
GROS Cyril	LABÉGUDE	x	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE	x	Cyril GROS
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	x	
CARON Christian	RUOMS		excusé
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	x	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE	x	

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

**OBJET : 1.7. INVESTISSEMENTS – ASSAINISSEMENT COLLECTIF
MODIFICATION PROGRAMME LIÉ À URBANISME**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

Par délibération du 8 juin 2020, le bureau syndical engageait la consultation de travaux avec certaines options, pour un montant total d'opération de 570 000 € correspondant aux travaux suivants :

- Desserte de l'habitat existant à Pierregras (création d'un système d'assainissement comprenant les réseaux, la création d'un poste de relevage et le renforcement des deux postes existants + renouvellement de la conduite d'eau potable avec mise en conformité des branchements d'eau) ;
- Desserte de la zone urbanisable au Clos du Baron sous réserve de la signature d'une convention financière avec la commune (création d'un réseau d'assainissement et d'un poste de relevage).

Il s'avère que l'option relative à l'extension vers le sud du hameau de Pierregras n'avait, à ce moment-là, pas été retenue dans la desserte d'habitat existant car elle relevait d'une opération d'urbanisme. Depuis, la commune a émis le souhait que cette extension soit intégrée à l'opération, toujours sous réserve de la signature d'une convention financière.

Les deux extensions en lien avec l'urbanisme ont été proposées en tranches optionnelles lors de la consultation.

Compte tenu de la demande communale, il est donc proposé aujourd'hui de porter l'enveloppe de l'opération à 635 000 €. Ce montant inclut l'extension du réseau d'assainissement, le renouvellement de la conduite d'eau potable, la reprise des deux branchements existants et l'avenant de maîtrise d'œuvre.

Le projet de convention financière correspondant a été transmis à la commune.

Les montants sont inscrits aux opérations 202 (extension vers habitat existant) et 203 (extension en lien avec l'urbanisme) pour les travaux d'assainissement et en opération 106 (renouvellement des réseaux) pour les travaux portant sur l'eau potable.

Le projet relatif à la desserte de la partie dense et ancienne du hameau de Pierregras a fait l'objet d'une nouvelle demande de subvention auprès du Département en 2021, suite au refus de l'année précédente.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à la majorité des membres présents ou représentés (1 abstention : Jean-Manuel GARRIDO), décide de :

- **PORTER** l'enveloppe de l'opération à 635 000 € pour étendre les travaux à l'ensemble des tranches optionnelles,
- **AUTORISER** le président à signer, le cas échéant, l'avenant de maîtrise d'œuvre correspondant aux travaux des tranches optionnelles qui seraient retenues et affermies, sous réserve de la signature de la convention financière,
- **AUTORISER** le président à signer tous documents à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL